

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHBDO.CH

N° 42 • 22 OCTOBRE 2021 • CHF 3.-

Une violence systémique existe-t-elle dans les centres fédéraux d'asile? page 2



NE: Comment expliquer la vague de démissions au Grand Conseil? page 3



VS: Le POP lance une initiative pour un salaire minimum page 3

Loi Covid, un débat «chaotique»

VOTATIONS • La législation concernant la gestion de la crise sanitaire sera soumise pour la seconde fois au peuple suisse. Décryptage.

Le 28 novembre prochain, la population est à nouveau appelée à se prononcer sur la «Loi Covid». Cela dans un contexte où la société se tend autour des questions du certificat sanitaire et de la vaccination, avec encore récemment près de 3000 manifestants.es «anti-pass» à Genève. A Berne, depuis plusieurs semaines, la place fédérale est régulièrement grillagée, canons à eau et balles en caoutchouc y sont utilisés. Des événements assez rares pour être soulignés. La votation à venir constitue une occasion de débat public sur la gestion, économique et sanitaire de la crise, qui risque de finir en occasion manquée. Voici quelques éléments pour le nourrir.

Un long parcours

Pour comprendre l'objet du scrutin à venir, il faut remonter à la votation du 13 juin 2021 portant sur la «Loi fédérale sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral (CF) visant à surmonter l'épidémie de Covid-19», abrégée en «Loi Covid». Il s'agissait d'un référendum qui attaquait la législation adoptée par le Parlement, en septembre 2020, fixant les mesures supplémentaires à la loi sur les épidémies, que le CF peut utiliser en matière de lutte contre la pandémie, et afin de limiter les dommages sur l'économie.

Alors qu'à la mi-mars, le Parlement validait le scrutin, il a amendé la loi. Ces amendements en cours de route expliquent possiblement pourquoi certains articles ne figuraient pas dans le livret d'explications du CF distribué par voie postale, parmi lesquels l'article 6a qui a posé la base légale du controversé certificat. Après que le peuple a accepté la loi par 60% des voix, un nouveau référendum a abouti, il cible cette fois exclusivement les modifications de la loi adoptées par le Parlement en mars.

Une loi composite

Ces modifications sont de plusieurs ordres. Il y a d'un côté les mesures sanitaires. La première, permet l'existence du certificat sanitaire, la seconde ouvre à «l'optimisation» du traçage des contacts. Ceci avec la possibilité pour la Confédération d'obliger les cantons à l'améliorer, en dédommageant ces mêmes cantons pour les dépenses qui en découlent. La troisième autorise le soutien fédéral à la mise en œuvre de tests. Elle règle l'acquisition et la production de biens médicaux importants. La dernière dispense les personnes vaccinées et guéries de l'obligation de quarantaine en cas de contact avec une personne testée positive.

De l'autre côté, on trouve des mesures économiques. Ainsi les modifications qui ont permis l'augmentation du nombre d'indemnités journalières allouées aux personnes au chômage, l'extension de celles en cas de réduction de l'horaire de travail. Mais encore des allocations pour perte de gain allouées aux indépendant.es, dont le chiffre d'affaires a reculé de 30% (contre 40% auparavant). Parmi ces mesures, on trouve également la compensation jusqu'à un certain montant des pertes publicitaires des stations de radio et de télévision privées. Et l'indemnisation des organisateurs de manifestations publiques ayant une importance supra-cantonale qui ne peuvent, ou n'ont pu avoir eu lieu en raison de la pandémie.



Le certificat sanitaire ou «pass covid» ouvre-t-il la voie à une surveillance accrue des citoyen.es?

Jernej Furman

Une seconde fois, la population a donc à voter conjointement des mesures sanitaires et économiques. A nouveau, il sera impossible de s'opposer au certificat tout en acceptant les aides, ou l'inverse. A cette impossibilité, s'ajoute le fait que le comité référendaire, les Amis de la Constitution (AC), une association fondée en juillet 2020 et qui avait déjà mené à la première votation, cible sa communication sur les questions de certificat, de vaccination et du traçage de la population. Selon elle, avec la loi, les personnes non-vaccinées feraient l'objet d'une discrimination, la nécessité d'un certificat Covid serait une contrainte indirecte à la vaccination, ce qui fracturerait la société et mènerait à «une surveillance électronique de masse». La campagne risque donc fort de tourner autour de ces thématiques. Cela d'autant plus que le principal (seul?) soutien d'AC est l'UDC qui en fait de même. Le parti d'extrême droite prétend vouloir dire «non» à «la discrimination (sic) et à la division», ainsi qu'à la «surveillance de masse» ajoutant lui aussi vouloir lutter contre la «tutelle autoritaire de l'Etat».

Il faut préciser que la frontière entre les deux entités est poreuse. En effet, le site internet d'AC renvoie vers un «site de campagne» baptisé loicovid-non.ch. Son «comité» compte de nombreux hommes et femmes politiques de l'UDC comme signataires, dont des conseiller.es cantonales –on trouve à leurs côtés un «guérisseur». Non seulement, le débat est ainsi centré sur le certificat, mais il est nourri de propos peu scientifiques, voir conspirationnistes. Ainsi, la porte-parole d'AC déclarait récemment au 19h30 (RTS), «il existe des moyens pour soigner (le Covid). Il existe des médecins qui soignent. Il faudrait laisser les médecins soigner», laissant penser que des médecins disposant de traitements seraient empêchés de les utiliser. Ceci avant d'ajouter «vacciné.es et non-vacciné.es sont tout aussi contagieux». Et de reconnaître le contraire assorti d'un «mais il y a toujours un risque de transmettre (le virus)». Or ce débat sur la surveillance est

porté par l'UDC ayant pourtant fait par le passé campagne pour l'instauration de lois en permettant une. Ainsi la loi sur les renseignements et celle sur les mesures policières contre le terrorisme.

Union sans débat

En face tous les autres partis appellent à valider la loi, du PLR au PDC en passant par le PS et les Vert.es ou le PST/POP. Des partis qui semblent faire fi de celles et ceux pour qui il ne reste d'autres solutions que de renoncer à la «liberté» de ne pas se vacciner qu'on leur avait promis, pour continuer à avoir une vie sociale et culturelle, les tests étant devenus payants et donc inaccessibles aux plus précaires. Des personnes qui pourraient finir dans les cortèges d'opposition menés par l'extrême droite.

La question des aides économiques, en ce qui concerne les partis de la gauche, a dû laisser peu de doutes quant au choix à faire. Il est à ce propos intéressant de noter qu'aucun parti, même à droite, ne semble s'y opposer spécifiquement, pour le moment. Ce volet risque d'être peu, ou pas, discuté.

Le certificat, même si sanitaire et délimité légalement, est bien un outil de surveillance. C'est peut-être ce que les militant.es de la gauche apartisane qui défilaient contre lui et l'extrême droite, à Genève le 6 octobre, sous une présence policière «dématurée», ou ces étudiant.es qui battaient le pavé lausannois, à la fin septembre, essayent de nous dire. Tout comme ces acteur.trices de la vie culturelle et sociale qui refusèrent, un temps, de contrôler leur clientèle, rejetant ce «rôle policier» qu'on leur assigne.

N'est-il pas dangereux de laisser dans les seules mains de ceux qui ont participé par le passé à l'instauration de surveillances de masse, qu'ils prétendent combattre aujourd'hui, le débat pour qu'une technologie, adoptée au travers d'un amalgame de sanitaire et d'économie, ne se pérennise pas par-delà le Covid? ■

Jorge Simão



IL FAUT LE DIRE...

Les livreurs de repas bientôt sur la bonne piste?

Cette semaine, la commission fédérale de la poste (PostCom), saisie par le syndicat Syndicom, a rendu une décision importante en ce qui concerne la livraison de repas. Dans un secteur, qui tient bien souvent de la jungle, cette autorité de régulation estime que les services coursiers font partie du marché postal, indépendamment du contenu de la livraison. Et qu'une boîte comme Eat.ch est une entreprise de transport qui achemine des objets d'un point A à un point B et doit se conformer à la loi sur la poste. En conséquence, la société doit entamer rapidement des négociations sur une CCT pour régler les conditions d'embauche des conducteurs et conductrices. «Les autres grands acteurs du secteur comme Uber Eats, Smood (tous deux déjà informés nominalement) ou Just Eat sont aussi concernés par cette décision», précise Michel Guillot, secrétaire régionale de Syndicom. Uber Etats et maintenant Eat.ch ont recouru devant le Tribunal fédéral administratif pour récuser cette décision.

Rappelons qu'une CCT des coursiers à vélo et services coursiers urbains, ratifiée par 19 entreprises, existe dans le secteur de la livraison depuis 2019, avant que ne débarquent les géants de la livraison «food». Les points centraux réglés par la CCT sont, par exemple, les frais ou la durée minimale d'intervention, qui empêchent que les coursiers et coursiers puissent être employés sur une base calculée à la minute. «A terme, notre objectif est de déclarer cette CCT de force obligatoire. Elle s'appliquerait donc à tous. Les sociétés de livraisons de repas feraient mieux de négocier avec nous», explique Michel Guillot.

Celui-ci rappelle que la CCT inclut aussi des salaires minimaux. L'objectif serait d'obtenir un salaire de 23 francs de l'heure tout comme le montant minimum horaire à Genève.

Ces montants pousseront-ils certaines enseignes à abandonner le secteur? Michel Guillot n'y croit pas. «Partout sur la planète, Uber Eats subit la contestation des syndicats, mais la société n'a quitté aucun marché. Elle fera seulement une marge de bénéfice moindre», analyse ce spécialiste de la logistique. «La concurrence doit se faire sur la qualité de la prestation et non plus sur le dumping salarial», conclut-il.

Joël Depommier

L'asile et les violences systémiques

SUISSE • Les violences dans les Centres fédéraux d'asile viennent de faire l'objet d'une enquête indépendante. Des améliorations sont indispensables.

Il était attendu le rapport de l'ancien juge fédéral Niklaus Oberholzer afin de déterminer si des collaborateurs des services de sécurité privée faisaient un usage disproportionné de la contrainte dans les Centres fédéraux d'asile (CFA). Outre des incidents relevés sur le site de Giffers/Chevrière dans le canton de Fribourg, au CFA de Bâle et au Centre pour requérant.es mineur.es non accompagné.es (RMNA) de l'Etoile à Genève, plusieurs témoignages de vigiles recueillis par *Le Courrier* faisaient apparaître une «une banalisation de la violence» au sein des centres, des conditions de travail déplorable et un manque de formation du personnel de sécurité.

Moyens disproportionnés

En 2019 et 2020, la nouvelle Commission nationale de prévention de la torture (CNPT) avait aussi révélé l'usage fréquent de moyens disproportionnés par le personnel de sécurité des centres, notamment l'immobilisation corporelle, le recours à des gels au poivre ou encore le placement en salle de «réflexion», qui s'apparente en réalité à une sorte de cellule de détention.

Face à cette mise en cause publique, l'ancien juge fédéral s'est penché sur sept cas problématiques, tous objets de plaintes devant la justice. «Trois cas montrent une réaction disproportionnée et peut-être même illicite à une situation de conflit», estime l'enquêteur. Ce dernier explique «qu'il n'y a pas d'indice de violation systématique des droits des requérants d'asile ni d'une partialité générale de la part des collaborateurs des services de sécurité». Le Secrétariat aux migrations (SEM) de Mario Gattiker, présent lors de la présentation du rapport, pouvait crier un ouf de soulagement.

N'empêche, l'homme de loi saint-gallois formule plusieurs recomman-



Le Centre fédéral d'asile de Giffers/Chevrière (FR) était sous les feux de l'actualité suite aux brutalités de certains vigiles privés.

SEM

dations pour améliorer la situation. Il appelle à une meilleure formation des vigiles, mais aussi à une présence des collaborateurs du SEM au sein de CFA. Il demande aussi au SEM de définir plus clairement les règles relatives à l'application de mesures disciplinaires et l'utilisation des salles de réflexion. Sans oublier de revoir les bases légales concernant l'usage de la contrainte et de mesures policières. Ceci en vue de protéger les requérants et les collaborateurs des CFA. Il

estime de surcroît qu'il faut améliorer les processus d'établissement de rapports d'incidents.

«Suite au rapport de notre organisation paru en mai, il faut saluer la sortie d'une enquête sur le sujet, qui montre que si la violence n'est pas systématique, elle est bien systémique», assure Pablo Cruchon, porte-parole d'Amnesty International Suisse. Il défend d'autres améliorations à mettre en place. Ainsi «il serait important de mieux protéger les lanceurs d'alerte

(souvent des collaborateurs) au sein de la structure, mais aussi d'assurer un mécanisme de plainte indépendant pour les requérant.es et que le SEM, une fois présent dans les centres, fasse respecter les droits humains», assure-t-il.

Privatisation problématique

«Ce rapport démontre que l'externalisation de tâches de sécurité à des acteurs privés est problématique», estime aussi l'Organisation suisse

d'aide aux réfugiés (OSAR). Elle souligne que «le SEM doit adopter des mesures efficaces de prévention de la violence dans un cadre contraignant». L'association veut de même qu'un bureau indépendant de gestion des plaintes soit mis en place rapidement dans tous les Centres fédéraux d'asile.

On est nettement plus critique du côté de l'association Solidarité sans frontières. «Les sept cas étudiés ne peuvent être considérés comme représentatifs, mais plutôt comme l'arbre qui cache la forêt. Les rapports indépendants et témoignages de requérant.es d'asile montrent une autre réalité. Celle où les personnes hésitent à porter plainte, parce qu'elles ne sont pas au courant de leurs droits, parce qu'elles sont intimidées ou parce qu'elles craignent l'effet que cela peut avoir sur le traitement de leur demande d'asile. Parfois, elles sont même changées de centre ou renvoyées avant d'avoir pu entamer des démarches», explique Sophie Guignard, sa secrétaire générale.

Barbelés et confiscation de nourriture

Pour l'association le cadre carcéral des CFA est problématique, «avec ses barbelés, contrôles d'identité et fouilles inopinées, interdiction d'y faire entrer de la nourriture, même des pots pour bébés, etc». Remplacer la formation des Securitas par une formation policière ne résoudrait pas le problème.

Pourquoi? Parce que «les cas de violence des centres fédéraux ne sont que révélateurs d'un phénomène plus large: le système d'asile suisse veut dissuader plutôt que protéger et tant que les centres seront conçus comme des lieux d'exclusion plutôt que d'accueil, la violence y sera toujours présente, qu'importe l'organe de contrôle», relève l'association. ■

Joël Depommier

Horaires chamboulés, personnel précarisé

GENÈVE • La modification de la Loi sur les horaires d'ouverture des magasins (LHOM), qui prévoit une ouverture des grandes surfaces jusqu'à 19 heures le samedi, est combattue par les syndicats et la gauche. Verdict dans les urnes le 28 novembre.

Il y a une vingtaine d'années, une des grandes enseignes du secteur était fermée le lundi matin, l'autre le mardi après-midi, et toutes l'étaient entre midi et 14 heures. Depuis quelques années, elles ouvrent aussi dès 7h30 ou 8 heures. Aujourd'hui, les conditions de travail se sont largement détériorées, alors que les salaires n'ont pas augmenté. Quand on a un enfant en bas âge, on est obligé.e de recourir à une aide pour l'accompagner ou le ramener de l'école, ce qui coûte», lance Carmela, qui travaille dans la vente depuis 23 ans.

Une dérégulation qui précarise

Son témoignage a servi de préambule à la conférence de presse qu'organisaient les syndicats, la gauche et les Vert.es. Ceci en vue de la votation du 28 novembre sur une modification des horaires d'ouverture des magasins. Cette dérégulation remonte à loin selon Josiane Haller, députée d'Ensemble à Gauche. «En 2016, notre initiative «Touche pas à mes dimanches» a été refusée au profit d'un contre-projet. Qui impliquait une ouverture de 3 dimanches par an en plus du 31 décembre, en échange d'une CCT. Or, en 2018, les patrons ont fait passer la rampe à un projet de loi expérimentale abolissant l'obligation de négociation des conditions de travail et pérennisant

cette ouverture de trois dimanches. Ceci après une négociation de CCT avec une association non représentative à Genève, celles des employé.es de commerce (SEC). A l'issue de ces deux ans, le Conseil d'Etat est revenu avec un nouveau projet de loi d'ouverture, avec l'aide de la droite du parlement, un projet que nous combattons», a-t-elle expliqué.

Pour la Communauté d'action syndicale (CGAS), représentée par Joël Varone, cette dérégulation ne va pas créer de l'emploi, mais bien plutôt précariser le travail. Et de sortir ses chiffres. «En 1970, 11% du personnel travaillait à temps partiel. Ce chiffre est monté à 46% en 2016 et on doit avoir dépassé la limite des 50% aujourd'hui», dénonce-t-il. «Seule une CCT permettrait d'inverser cette tendance, mais les patrons n'en veulent pas et préfèrent passer en force». Il rappelle qu'aujourd'hui le travail dans la vente requiert une polyvalence extrême, où les employé.es sont à la caisse, surveillent les points de vente automatiques, transportent des palettes et achalandent les rayons, tout en devant nettoyer.

Secteur économiquement positif

Pour le représentant des Vert.es, Pierre Eckert, le secteur se porte bien. «Le Géant orange a vu son chiffre d'affaires augmenter de 425% en

2020 en Suisse et de 1% à Genève, malgré la fermeture de ses restaurants et la baisse de 0,7% sur ces prix. L'office cantonal de la statistique (OCSTAT) a démontré que la situation des affaires est franchement bonne dans le secteur alimentaire. Il n'existe aucune nécessité de relance, car les client.es sont revenu.es dans les magasins», explique l'écologiste.

«On assiste à un changement de paradigme», estime Pablo Cruchon, député de la nouvelle formation issue de solidaritéS, Résistons! Il affirme: «Le conseil d'Etat n'est plus l'intermédiaire entre les partenaires sociaux, mais s'implique fortement auprès du patronat pour modifier les contrats de travail, sans aucune consultation du personnel». L'homme estime que le référendum de la gauche contre la LHOM est avant tout un référendum contre l'absence de CCT dans la branche.

Personnel pénalisé

Député du Parti socialiste, Cyril Mizrahi craint pour la survie du petit commerce ou de ceux que l'on appelle les *dépanneurs*. «Leurs propriétaires peuvent déjà ouvrir en dehors des horaires définis dans la loi, à condition qu'ils n'occupent pas de personnel. Cette disposition est un avantage certain pour les petites entreprises, dans la lutte acharnée pour survivre face

aux grosses enseignes. En permettant d'étendre les horaires d'ouverture des commerces, la destruction des petits commerces va s'accélérer significativement», relève-t-il.

Pour le président du PdT, Alexander Eniline, la révision ne permettra pas de lutter contre le tourisme d'achat en France ou le e-commerce, comme le soutient la droite. «Le franc fort pénalise les exportations suisses, mais pas les importations, ce qui offre un avantage supplémentaire aux grandes surfaces. Et si le commerce en ligne comme Amazon offre des prix plus bas, c'est au prix d'une exploitation des salarié.es, que nous ne voulons pas», argumente-t-il.

Même s'il est prévu que la nouvelle LHOM biffe les nocturnes du jeudi (jusqu'à 21h), les référendaires n'en démordent pas: «Ces soirées n'ont jamais marché, alors le patronat essaie avec le jour le plus pénible pour le personnel, le samedi». Pour conclure, ils affirment: «La création d'emplois induite par l'extension des horaires d'ouverture sans protection des salarié.es est un leurre, qui se traduit par des horaires fractionnés sur la semaine pour le personnel déjà employé. Le personnel de livraison, de nettoyage, de sécurité et des transports fera aussi les frais de cette extension». ■

JDr

Vague de démissions au Grand Conseil

NEUCHÂTEL • Un Popiste, trois Verts, un Centre et un PS, sans compter les suppléantes et suppléants: le Grand Conseil neuchâtelois fait face à plusieurs départs depuis le début de la législature, en mai dernier. Une situation «record» en Romandie, qui est difficile à gérer.

Si les raisons sont diverses et peuvent être d'ordre technique – un déménagement, un emploi ou des études en dehors du canton par exemple – la plupart sont liées à la charge de travail ou à des décisions personnelles: choix entre les mandats, départ à la retraite, voyage ou tout simplement un trop-plein entre vies professionnelle, politique et familiale. Des problèmes de santé ont également poussé certaines élues et élus à la démission.

Le cas des moins de 30 ans

La presse avait relevé le rajeunissement du Parlement lors des élections, et le ressort actuellement: ce sont en majorité des moins de 30 ans qui démissionnent, à l'exception du POP – il est d'ailleurs intéressant de noter que ce sont des personnes plus jeunes qui ont remplacé le député et les deux suppléant.es sortant.es au sein de notre parti. Le groupe VertsPOP a été particulièrement touché, avec quatre démissions, dont trois des Verts. Députée popiste et présidente du groupe, Sarah Blum estime «mieux que les députée.es, qui n'ont pas le temps, démissionnent tout de suite, plutôt de passer quatre ans à ne rien faire».

Président du groupe PS, Jonathan Gretillat met en cause la réforme électorale instituée cette année et obligeant les partis à réaliser des listes uniques de cent noms. Celle-ci aurait poussé à «remplir pour remplir» les



Il devient de plus en plus difficile pour certain.es parlementaires de concilier vie privée et politique.

Quorbach

listes avec des personnes qui n'étaient pas certaines de leur engagement. Actuellement, un projet est d'ailleurs en cours afin de permettre aux députées et députés de mieux concilier leur vie privée et parlementaire.

Un argument qui n'est cité nulle part est celui de la pandémie: les projets qui avaient été mis en suspens reprennent peu à peu, d'autres aspirations en sont également nées, comme celle de consacrer davantage

de temps à ses proches ou à des activités plus bénéfiques à sa santé.

Frustration et cumul des mandats

Sera Pantillon et Baptiste Hunkeler, élu.es respectivement chez les Verts

et au PS en avril, sont ainsi partis voyager et «faire une pause» après plusieurs années d'engagement et de mandat. Ils font état de leur frustration suite au passage du Parlement à droite, où «plus aucun projet ne passe». Une certaine lassitude et l'impression de ne plus pouvoir d'agir ont peut-être eu raison de leur volonté.

La difficulté de concilier les mandats communaux et cantonaux est également une barrière importante, notamment en ce qui concerne le POP. Dans notre parti, qui ne fonctionne pas que dans les instances parlementaires mais également avec l'engagement militant, d'autres responsabilités viennent encore s'y ajouter. Et puis il y a la vie, le travail, la famille. Certaines et certains en viennent à accumuler de la fatigue, voir à faire un burn-out.

A l'inverse des partis de «gauche» uniquement présents au Parlement, c'est le «trop à faire» plutôt que le «que faire» qui est un risque au POP. Il est important de porter attention aux camarades très engagé.es, et peut-être parfois de revoir notre organisation. Nous ne pouvons ainsi pas être partout en l'état actuel. Il nous revient d'évaluer nos forces, de nous préserver et de nous investir pleinement dans les projets que nous avons choisis. Soyons présents qualitativement, restons en santé et motivé.es. ■

Léa Aligizakis

Pour lutter sur le front de la pauvreté et de l'égalité

VALAIS • Le POP Valais lance une initiative cantonale pour mettre en place un salaire minimum dans le Canton.

Sur la base d'un salaire horaire de 22 francs (soit 3696 francs par mois pour 42 heures par semaine), avec des exceptions dans l'agriculture, le POP Valais lançait sa campagne pour l'instauration d'un salaire minimum dans le canton. Sept ans après qu'une première tentative de la Gauche valaisanne alternative (GVA) a échoué dans les urnes. Pour Adrien D'Errico (membre du comité directeur du parti et conseiller général de la ville de Monthey), la démarche est évidente et ce pour plusieurs raisons. Elle doit permettre de lutter de front contre la pauvreté et la problématique des *working poor*. «En contraignant les employeurs à une répartition plus équitable des richesses, l'introduction d'un salaire minimum tendrait également à une plus grande réinjection de l'argent dans le circuit économique au détriment d'une capitalisation de celui-ci. En effet, il est avéré que les premiers francs qui restent à disposition d'un individu après déduction de ses dépenses courantes, quel

que soit son statut social, sont davantage susceptibles d'être utilisés directement dans le circuit économique court et local qui se verrait renforcé et dynamisé», assure le jeune militant. Il estime aussi que cette mesure permettrait d'empêcher la concurrence déloyale entre entreprises, en évitant le dumping salarial de certaines boîtes, et en protégeant le tissu économique valaisan.

Outre ces bénéfices, le salaire minimum contribuerait à renforcer l'égalité salariale entre femmes et hommes, favoriserait des retraites dignes par une plus ample cotisation aux assurances sociales. Il permettrait aussi que «le capitalisme ne soit pas sponsorisé par la société civile». «Les personnes à bas revenus sont bien souvent au bénéfice de prestations dites «sous condition de ressources» qui visent à garantir leur survie. Or, ces prestations sont puisées dans les recettes fiscales, ce qui les met à la charge du contribuable», appuie Adrien D'Errico.

Le dispositif va-t-il tirer les salaires vers le bas? «L'un des trois nouveaux Prix Nobel d'économie, l'Américano-Canadien David Card, a mis en exergue le fait que l'augmentation du salaire minimum n'entraîne pas nécessairement une diminution du nombre d'emplois», souligne-t-il. «L'introduction d'un salaire minimum légal donne en effet du poids aux travailleurs et les met davantage en position de force dans les négociations salariales, ce qui tend à tirer les salaires vers le haut», précise-t-il.

Appel aux autres forces

A l'occasion de sa conférence de presse à Sion, le POP Valais, par l'entremise de notre collaborateur Jean-Marie Meilland, membre du comité directeur du parti et cofondateur de la GVA, a lancé un appel à toutes les organisations, syndicats, partis et leurs jeunesse défendant les salarié.es et aussi... aux patrons de bonne volonté. «Nous voulons ras-

sembler le plus de partenaires possible pour que, cette fois, et comme dans les cantons de Neuchâtel (depuis 2017), du Jura (2017), de Genève (2020), du Tessin (2021) et de Bâle-Ville (2021), les salarié.es valaisan.es puissent bénéficier d'un salaire minimum», a-t-il argumenté.

Pour sa part, le président du POP Valais, Frédéric Nouchy, s'est félicité de la renaissance du parti depuis deux ans, annonçant la création de quatre sections régionales, dont une dans le Haut-Valais. «La politique cantonale ne doit plus être réservée seulement à une élite sociale, elle doit être plus représentative des classes sociales afin de mieux défendre les intérêts de celles et ceux qui à l'aide de leurs mains, de leurs têtes et de leurs cœurs produisent jour après jour toutes les richesses de notre canton!», a-t-il insisté, prévoyant la présentation d'une liste pour les fédérales de 2023. ■

JDr

Troisième édition du budget participatif lausannois

VAUD • Jusqu'à la fin novembre, la population de Lausanne peut voter sur 15 projets issus des citoyen.nes dans le cadre du 3^e budget participatif de la capitale vaudoise.

«Alors que la plupart des budgets participatifs fonctionnent avec un budget d'investissement, où les villes fixent le budget et réalisent elles-mêmes les projets sur proposition des habitant.es, Lausanne a décidé de partir sur un budget de fonctionnement où chaque projet dispose de son propre financement. Les projets déposés sont certes plus modestes, mais sont réalisés par les

habitant.es eux-elles-mêmes, permettant ainsi leur «empowerment» (capacitation)», rappelle l'équipe en charge du projet au sein de la direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers.

Parmi la ribambelle de propositions on trouve par exemple un projet «de Boulanger.ères du dimanche», qui projette de mettre en place un chantier participatif pour la construc-

tion du four mobile en terre, sable et paille. Celui-ci ferait alors le tour des quartiers, offrant bonne pâte à la pelle pour tous les apprenti.es boulangers. Coûts estimés: 17'000 francs. Une autre proposition vise à créer un verger de pommiers à cidre bio dans le nord de la ville. Pas de pépin en vue, tous les arbres seront issus de variété ancienne locale. Une troisième initiative entend créer un res-

taurant participatif, La Poêlée, avec au menu, un chef.fe éphémère de cuisine. De quoi en rester comme deux ronds de flan. Quant au Repair, il entend mettre en place un espace de réparation de textiles, et favoriser la diversité sociale.

Pour améliorer la visibilité du vote, un bulletin de vote affranchi sera envoyé dans la boîte aux lettres de chaque foyer lausannois. Il est

aussi possible de s'exprimer électriquement. «De nombreuses villes comme Zurich, Lugano, Bellinzona, Angers ou Grenoble se sont montrées intéressées par cette démarche d'empowerment visant à fournir une partie du budget de la Ville aux citoyen.nes», se réjouissent les promoteurs du projet. ■

JDr

www.participer.lausanne.ch

L'UE voulait saluer une putschiste

BOLIVIE • Le Parlement européen décerne chaque année son Prix Sakharov «pour les droits humains et la liberté d'expression». Parmi les nominés de cette année figurait la putschiste bolivienne Jeanine Añez.

Dirigeante non élue de la Bolivie entre novembre 2019 et novembre 2020, Jeanine Añez a accédé à ce poste suite à un coup d'Etat contre le président socialiste Evo Morales. Coup d'Etat orchestré, comme il a été prouvé, par les classes aisées du pays, leurs relais de droite et d'extrême-droite, avec le plein soutien des Etats-Unis.

L'histoire reste jusque-là tout à fait classique pour le continent sud-américain, si ce n'est que le peuple bolivien n'a pas baissé les bras et a réussi à chasser Jeanine Añez du pouvoir aux élections de novembre 2020, remettant aux commandes le parti Mouvement pour le Socialisme d'Evo Morales. La situation a donc mal tourné pour Jeanine Añez, mais elle pouvait compter sur le Parlement européen pour lui offrir un possible lot de consolation symbolique. Cette idée de nomination est venue des parlementaires de Vox, mais elle a été également soutenue par des eurodéputés... sociaux-démocrates.

Nous pourrions rire de cette présence de Jeanine Añez sur la liste des nominés pour la consoler de sa carrière ratée de dictatrice. Mais le fait que la proposition émane du seul organe élu de l'UE, et que ce prix puisse porter le sous-titre de «prix pour les droits humains et la liberté d'expression» ne devrait pas manquer de rendre les sourires amers. Et de révéler à quel point les institutions européennes ne sont qu'un outil supplémentaire aux mains des puissants pour maintenir leur domination, soit elle symbolique et teintée de «droits humains», sur les classes populaires du monde entier. ■

Paris Kyritsis

Le prix Sakharov 2021 a été décerné à Alexeï Navalny, ndlr



Jeanine Añez, présidente usurpatrice de Bolivie en 2019.

Noticias Al Dia

La Suisse continue de gagner des millions grâce aux armes

En septembre dernier, les deux chambres s'étaient enfin mises d'accord pour interdire l'exportation d'armes suisses vers les pays en guerre civile dans le cadre d'un contre-projet à l'initiative dite correctrice de la gauche (finale retirée), après d'âpres passes d'armes sur le texte (voir GH, n°37). Ce frein n'empêche pas toutes les exportations. Le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) dénonce ce commerce de mort, tirant à vue sur les 530 millions de matériel déjà exporté en 2021, soit plus que sur l'ensemble des années 2016, 2017 et 2018. «Il est particulièrement choquant de constater que des armes d'une valeur de plus de 30 millions de francs ont déjà été exportées vers l'Arabie saoudite, un pays qui pratique les châtimements corporels et les exécutions publiques et qui est égale-

ment fortement impliqué dans la guerre du Yémen», relève l'association. Par rapport à l'année dernière, les exportations ont été multipliées par dix. «Les affaires lucratives avec les Emirats arabes unis se poursuivent également. Au cours des trois derniers trimestres, par exemple, du matériel de guerre d'une valeur de cinq millions de francs a déjà été exporté vers le pays. Comme l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis sont également impliqués dans la guerre du Yémen. Jamais auparavant autant d'armes n'avaient été vendues à la coalition militaire menée par l'Arabie saoudite», dénonce le GSsA. La Suisse a fait également des bonnes affaires avec l'Etat turc pour un montant de plus de 2,5 millions de francs suisses. «Cela contribue ainsi à financer la guerre contre la population kurde et d'autres

minorités ethniques. En particulier, la Turquie agit sans scrupule contre la région autonome de Rojava au Kurdistan du Nord, qui est organisée selon les idées de l'écologie sociale, et commencé une nouvelle offensive militaire début octobre», souligne-t-elle.

«Derrière l'image cultivée de la Suisse neutre, se cache un pays qui gagne sans scrupule des millions grâce aux violations des droits humains commises par des gouvernements», résume Pauline Schneider, co-secrétaire GSsA. «Au lieu de continuer à faire des profits sur la guerre et la souffrance, la Suisse doit faire face aux problèmes d'aujourd'hui et utiliser tous les moyens pour lutter contre les crises de Corona et du climat», ajoute-t-elle. ■

Réd.

Le personnel de trois EMS genevois dans la rue



Le personnel de Joli-Mont (HUG), de la MRPS (Maison de retraite du Petit-Saconnex) et de la Maison de Vessy était ce samedi dans la rue genevoise pour faire entendre ses revendications, notamment une prime gériatrique, exigeant 400 à 600 francs de plus comme cela est pratiqué aux HUG. Soutenu par le syndicat Avenir syndical, le personnel des deux dernières entités demandait aussi une augmentation de ses effectifs, la prise en compte de la pénibilité du travail et celle du temps d'habillage comme temps de travail.

Réd./DR

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Le masculinisme en Corée du Sud

Le 7 octobre, en écoutant la radio romande, j'ai entendu une information qui m'a fait aussi mal que si j'avais reçu une tuile sur la tête. En Corée du Sud, existe un mouvement masculiniste qui est en train de prendre de l'ampleur. Près de 60% des jeunes hommes se déclarent fortement opposés au féminisme.

«Le féminisme est une maladie mentale!», répètent en boucle une trentaine d'hommes face à des militantes féministes venues manifester pour le droit à l'avortement. Cette scène se déroule l'hiver dernier à Séoul, alors que l'IVG n'est pas encore décriminalisée. Les deux camps se font face. Les hommes qui organisent la contre-manifestation ne rejettent pas que l'avortement. «Les femmes ne remplissent pas leur devoir, mais demandent des droits», dit l'un des contre-manifestants. «Je ne déteste pas toutes les femmes évidemment. Je déteste les féministes radicales», lance un autre.

Le jeune homme regarde avec admiration les leaders du mouvement antiféministes, deux trentenaires qui lancent des insultes depuis le toit d'un bus. L'un d'entre eux, Wangja, est vêtu d'une longue perruque blonde sur la tête et d'une jupe rouge. «Pourquoi je suis habillé en femme? Parce que je veux briser les théories folles des féministes», dit l'homme. Suivent des propos douteux sur le rapport à l'habillement. «Alors je m'habille en femme, je me sacrifie pour avoir plus d'attention de la part des médias. Et nous allons les contre-attaquer à plus grande échelle, vous allez voir», assure-t-il.

Quelques mois plus tard, la promesse est tenue. Ce youtubeur rassemble près de 400'000 abonnés sur une chaîne intitulée «Solidarité masculine». Dans ses vidéos, il s'en prend aux féministes pour gagner en notoriété, les menaçant même de mort. Sa cible principale se nomme Kim Juhee. Cette infirmière militante féministe a organisé un mouvement intitulé Haeil, la vague, pour faire face à la déferlante de haine qu'elle et ses amies doivent affronter. «Mon numéro de téléphone a été publié en ligne, et je reçois des appels constamment», témoigne-t-elle, dont des menaces.» On peut lire en ligne: «En voyant sa tête, je comprends pourquoi elle est féministe.»

Différentes polémiques ont révélé l'influence des antiféministes dans la société. Par exemple, les internautes sont parvenus à faire retirer des campagnes de publicité qu'ils jugeaient anti-hommes. En cause: un dessin d'une main qui serait, selon eux, une moquerie envers la taille du pénis des hommes sud-coréens. «Les communautés masculinistes sur internet partagent leur haine, donc il suffit que l'un d'entre eux juge une campagne publicitaire trop féministe pour que des dizaines de milliers de personnes se plaignent», indique la militante Kim Juhee. «Mais cela a des conséquences plus graves. Dans une université, par exemple, il devait y avoir un cours sur les violences sexuelles. L'un des élèves est allé le raconter à sa communauté, les critiques se sont mises à pleuvoir, et l'université a annulé le cours. En se rassemblant autant, ils arrivent à transformer leur point de vue en un fait qui devient juste», explique Kim Juhee. «C'est ainsi qu'ils ont transformé certains mots liés au féminisme pour qu'ils soient perçus uniquement de manière négative.»

S'il est compliqué de trouver les causes à cette haine du féminisme, il existe plusieurs explications, parmi lesquelles le service militaire, obligatoire uniquement pour les hommes. Ji SunYun, professeur de philosophie à l'université Sejong, donne d'autres pistes de réflexion.

«Pour le moment, les jeunes hommes coréens se sentent incapables, incapables de monter en haut de la société», avance l'académicienne. «Ils pensent qu'ils sont voués au célibat involontaire et à rester dans une situation instable du travail sans avenir, sans repère. Ils se sentent menacés, affaiblis par rapport au statut masculin qu'ils avaient avant», dit-elle. Une sensation de perte de privilège qui est loin de se traduire dans les faits. En 2020, l'écart de salaire entre hommes et femmes était de 32% en Corée du Sud, ce qui en faisait le pays le moins bien classé de l'OCDE dans le domaine.

Depuis janvier 2018, #MeToo et une succession de scandales obligent la population sud-coréenne à faire face aux profondes inégalités, longtemps ignorées, entre les hommes et les femmes. Le 7 mars 2019, veille de la Journée Internationale des droits des Femmes, l'AFP a rapporté la plainte du cinéaste le plus acclamé de Corée du Sud, Kim Ki-duk, contre le groupe féministe WomenLink pour «dégâts infligés à sa réputation». En 2017, le groupe avait soutenu une actrice qui accusait le réalisateur d'abus sexuels et de violences physiques. Dans ce pays patriarcal, attaquer en retour les victimes pour diffamation est une pratique courante qui vise à les faire taire.

L'apparition du mouvement féministe sur la péninsule s'est faite tardivement. En guerre jusque dans les années 1960, la Corée du Sud s'est concentrée sur sa reconstruction. L'égalité femmes-hommes ne faisait pas partie des priorités. Néanmoins, depuis quelques années, les féministes tentent de combattre les inégalités qui régissent le quotidien des femmes, quitte à s'attirer les foudres des défenseurs du système qui a fait la réussite économique de leur pays.

L'arrivée de #MeToo en 2018 a amplifié la force de leurs revendications. Plutôt qu'une «guerre des sexes», c'est un bouleversement culturel qui s'opère. Au début de l'année 2019, le Forum économique mondial a rendu son classement annuel des pays en matière d'égalité femmes-hommes. La Corée du Sud est remontée de la 118^e place à la 115^e, sur un total de 149 pays étudiés. Une avancée certes légère, mais significative et non négligeable. S'il est impossible de quantifier la responsabilité du mouvement #MeToo dans cette étude, son influence, en Corée du Sud, comme dans le reste du monde, semble s'étendre plutôt que de s'éteindre.

Les réactions de ces masculinistes sont sidérantes. Non seulement les femmes subissent, comme partout, des inégalités et des violences, mais en plus, elles sont harcelées quand elles les dénoncent et réclament plus de justice et de droits. J'ai lu quelque part que le patriarcat ne peut subsister que si les femmes ferment leur gueule. La Corée du Sud en est la preuve flagrante.

Huguette Junod

Social-démocratie: résurrection ou illusion?

EUROPE

Le rôle joué par l'Etat pendant la pandémie a sans doute renforcé la social-démocratie en Europe occidentale. Même si en France, c'est plus le délitement que le rebond.

Au prix de contorsions idéologiques, la social-démocratie enregistre des victoires inattendues dans plusieurs pays et les sociaux-démocrates se prennent à rêver. Plusieurs résultats électoraux leur font croire que l'heure est venue, en Europe, de leur résurrection. Dernière victoire en date: les élections municipales italiennes où, dès le premier tour les 3 et 4 octobre, la coalition de centre gauche dont le Parti démocrate est la cheville ouvrière a confirmé ses positions, remportant au premier tour Bologne et Milan, mais aussi conquérant Naples. Turin pourrait l'être au second tour.

Retour social-démocrate

Le week-end précédent, le 26 septembre, en Allemagne, c'est le Parti social-démocrate, avec comme candidat à la chancellerie Olaf Scholz, qui est arrivé en tête des élections législatives, avec 25,74% des suffrages, mettant fin à la prédominance des chrétiens-démocrates et chrétiens sociaux (CDU et CSU). Un peu plus tôt, le 13 septembre, les électeurs norvégiens ont placé en tête des législatives le Parti travailliste, avec 26,3% des voix.

Ces dernières années, les grandes formations de centre gauche sont revenues au pouvoir dans plusieurs pays européens. Dans les différents pays nordiques, où elles étaient hégémoniques au XX^e siècle: en 2014 en Suède, en 2019 au Danemark et en Finlande. De même, la gauche est revenue aux affaires au Portugal en 2015 et en Espagne en 2018.

Bilan contrasté

Le tableau n'est toutefois pas si idyllique pour ces morts-vivants de la gauche. Dans une grande partie de l'Europe, notamment à l'Est où dominent les conservateurs et les ultraconservateurs, la social-démocratie continue à faire de la figuration. En Hongrie, en Pologne, en Estonie, en Lituanie, les formations de centre gauche sont résiduelles. Et là où les socialistes sont forts, ce n'est pas pour le meilleur. En Roumanie, ils sont en proie à des affaires de corruption. En Slovaquie, ils ont adopté une ligne populiste d'alliance avec les nationalistes.

En Europe occidentale, le PS français fait donc figure d'exception par sa faiblesse. Peut-être peut-il chercher de l'inspiration ailleurs? Mais la

recette du succès n'est pas unique. La première leçon est que la social-démocratie n'est plus, nulle part, autosuffisante. Elle s'allie surtout avec des forces sur sa gauche, les respectant plus ou moins.

Le temps des alliances

Deux orientations s'affrontent. Dans la péninsule ibérique, par exemple, le PSOE a choisi de former des alliances avec des formations situées à sa gauche. Pedro Sanchez, secrétaire général du PSOE et président du gouvernement depuis le 2 juin 2018, a formé une coalition avec Unidas Podemos, au point que la vice-première ministre est une communiste, Yolanda Diaz. Cet attelage a tourné la page des politiques néolibérales puis austéritaires à la mode depuis les années 1990. L'heure est à restaurer les conventions collectives, à la lutte contre la hausse des prix de l'électricité. Il existe toutefois des controverses au sein du gouvernement: faut-il un pôle public de l'énergie? Quel âge de départ en retraite? Le PSOE reste un parti de centre gauche.

Au Portugal, grâce à un appui parlementaire au coup par coup du Bloc de gauche et du Parti communiste portugais, les coupes budgétaires ne sont plus la boussole qui conduit la gestion d'un gouvernement dirigé par le socialiste Antonio Costa. L'investissement public est de retour. La recette semble fonctionner électoralement pour ces partis socialistes, mais au détriment de leurs alliés.

Une gauche controversée

Ailleurs, toutefois, la ligne n'est pas celle d'un virage à gauche sur toutes les questions. Ainsi, au Danemark, Mette Frederiksen, la première ministre issue de la social-démocratie, rétablit certains pans de l'Etat providence d'un côté, mais mène, de l'autre, une politique très dure en matière d'immigration: elle finance les barbelés à la frontière entre les pays Baltes et la Biélorussie et entend multiplier les expulsions de sans-papiers. En Suède, le gouvernement de Stefan Löfven est tombé en juin, les postcommunistes de l'Alliance de gauche retirant leur soutien à l'occasion d'une loi libéralisant le marché du logement, qui promet de sévères hausses de prix pour les locataires. Si des élections anticipées ont pu être évitées, Löfven devrait quitter ses



Avec Antonio Costa, soutenu par le Bloc de gauche et le PCP, l'investissement public et de retour au Portugal.

PES

fonctions à l'occasion du congrès de son parti, à l'automne. En Italie, le Parti démocrate est le cœur de la coalition d'union nationale qui soutient le gouvernement de Mario Draghi pour faire adopter les politiques ordolibérales exigées par la Commission européenne.

Le cas allemand

En Allemagne, le débat existe sur la ligne à adopter. Le succès du SPD le 26 septembre, inespéré il y a encore quelques semaines, laisse augurer une longue période de tractations avant la formation d'un gouvernement et la désignation d'un nouveau chancelier. Tant le SPD que la CDU, les deux ex-partis ultradominants de l'échiquier politique, sont désormais tributaires pour gouverner d'une alliance avec les Verts et la droite libérale (FDP).

Les gains du SPD et de son candidat, le ministre des Finances sortant,

Olaf Scholz, reposent sur un formidable paradoxe. Après un mouvement de révolte interne contre la grande coalition, un congrès du SPD se prononçait, en 2019, pour un coup de barre à gauche. Olaf Scholz échouait alors à s'emparer de la présidence du parti, battu par un duo quasi inconnu, Saskia Esken et Norbert Walter-Borjans. Un an plus tard, cependant, pour soigner une unité interne malmenée entre la nouvelle direction du parti et sa mouvance centriste «schroderienne», un compromis était conclu. Scholz serait le candidat du SPD à la chancellerie, mais il porterait un programme en rupture partielle avec le consensus libéral de la grande coalition.

Gauche contradictoire

Ce grand écart allait constituer in fine la recette du succès. Scholz pourra se réclamer de l'héritage d'Angela Mer-

kel et se présenter comme garant de la poursuite de sa politique. Et, en même temps, avancer un programme revendiquant une hausse du salaire minimum à 12 euros de l'heure ou un rétablissement de l'impôt sur la fortune. Ainsi allait-il pu séduire des électeurs venus de la droite, soucieux de continuité avec Merkel, et une partie de l'électorat populaire du SPD, démobilisé par les lois Hartz, vecteurs d'un terrible développement de la précarité.

Cette synthèse contradictoire est lourde d'hypothèques. Tant Olaf Scholz pourrait faire bon marché du programme de son parti au nom d'un indispensable compromis avec les Verts et le FDP. La résurgence partielle d'une certaine social-démocratie en Europe ne veut donc pas dire, loin s'en faut, retour de la gauche. ■

Gaël De Santis

Paru dans *L'Humanité*

Un conservateur pour affronter Viktor Orban

HONGRIE • Chrétien et libéral, Peter Marki-Zay a réuni tout l'échiquier politique pour s'opposer au Premier ministre sortant.

Peter Marki-Zay a été désigné, dimanche, à l'occasion du second tour des primaires de six partis d'opposition, comme candidat au poste de premier ministre pour affronter le sortant ultraconservateur Viktor Orban lors des prochaines élections législatives. L'homme d'affaires, un temps émigré aux Etats-Unis et maire de la ville de Hodmezovasarhely, a obtenu 56,7% des voix des sympathisants de l'opposi-

tion, dans le cadre d'une participation massive. En effet, 662'016 personnes ont participé au processus de sélection, dans un pays où le corps électoral est d'un peu plus de 8 millions d'habitants. Peter Marki-Zay avait fait campagne contre la «corruption» et les «élites», pointant l'entourage de Viktor Orban, au pouvoir depuis 2008. Chrétien conservateur, père de sept enfants, cet économiste a affirmé vouloir

défendre l'Etat de droit «avec des freins et contrepoids pour éviter de faire dérailler la démocratie comme l'a fait Viktor Orban» et être respectueux des minorités. Au nom du principe «tout sauf Orban», les partis de centre gauche que sont la Coalition démocratique de l'ancien premier ministre Ferenc Gyurcsany, le Parti socialiste et les Verts se retrouveront donc à soutenir, au printemps 2022, un candidat qui avait, au

second tour, l'appui de Peter Jakab, leader du Jobbik, parti aux racines néofascistes. Les élections primaires ont également désigné les 106 candidats de l'opposition dans les circonscriptions uninominales. Les sondages continuent de donner la coalition menée par Viktor Orban victorieuse du scrutin. ■

GDS et réd.

Paru dans *L'Humanité*

Les Etats-Unis à l'heure des grèves

MONDE DU TRAVAIL • Les travailleurs de Kellogg's dans le Michigan manifestent contre la menace de l'entreprise de transférer davantage de zones de production au Mexique. 12 grèves impliquant 22'300 employés ont éclaté aux Etats-Unis cette année.

Un mouvement ouvrier résurgent affronte l'injustice économique, qui est le produit de quatre décennies de néolibéralisme dans le pays le plus riche du monde. Ces derniers mois, un nombre impressionnant de grèves et d'actions syndicales, ainsi que des menaces d'actions supplémentaires, ont eu lieu dans divers secteurs du secteur privé, notamment dans des entreprises emblématiques telles que Kellogg's, RJR Nabisco (fusion des sociétés Nabisco et R. J. Reynolds Industries, ndlr) et Frito-Lay (le personnel de ces deux entreprises a déjà obtenu gain de cause), où en Alabama avec plus de mille mineurs de charbon en grève depuis plus de six mois, des universités, des chaînes de restauration rapide, etc.

Grèves en série

En outre, des dizaines de milliers de membres ont autorisé leur syndicat à faire grève, dont 65'000 travailleurs de la production dans l'industrie du cinéma et de la télévision, 32'000 infirmières et autres travailleurs de la santé représentés par le syndicat United Nurses Associations of California/Union of Health Care Professionals, et quelque 10'000 travailleurs de John Deere dans l'Iowa, l'Illinois et le Kansas.

Depuis le début de l'année, plus de 12 grèves majeures (celles de plus de 1000 travailleurs) impliquant un total de 22'300 employés ont été officiellement enregistrées. En 2020, il y en a eu 90. Plus de 100 grèves mineures

ont eu lieu cette année, contre moins de 50 pour toute l'année dernière.

Renaissance de la résistance

Tout indique que la grève, l'arme la plus puissante des travailleurs, est en train de renaître. Selon Harold Meyerson, journaliste chevronné et analyste du monde du travail, l'année 2021 commence à ressembler à 1919 et 1946, années où les Etats-Unis ont connu le plus grand nombre de ces arrêts de travail.

Tout ceci intervient à un moment où l'approbation des syndicats par le public est à son plus haut niveau depuis plus d'un demi-siècle, à 68% (90% chez les démocrates), selon Gallup.

Parallèlement, il existe d'autres types d'actions syndicales non organisées que certains analystes appellent une sorte de rébellion ouvrière. Elles s'accompagnent de la décision de millions de travailleurs - en particulier dans les emplois à salaire minimum ou à bas salaire - de ne pas reprendre ces emplois lorsque l'économie rouvrira. Ceci en rejetant les conditions de ces emplois dans ce qui est en quelque sorte une grève de masse.

Myriade d'organisations

De plus, outre les syndicats, il existe un univers croissant d'organisations syndicales - coopératives, centres de travailleurs, organisations de journaliers et de travailleurs domestiques, chauffeurs de taxi et autres - qui constituent une partie dynamique de ce que l'on peut appeler le mouve-

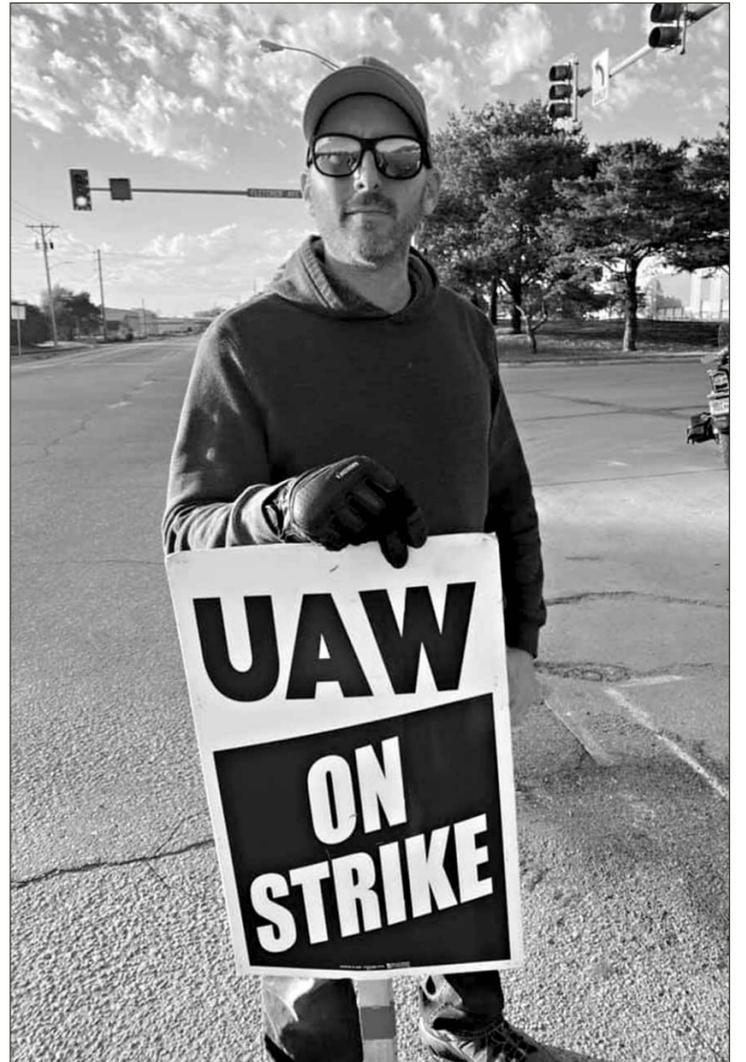
ment syndical. A cela, s'ajoutent de nouveaux alliés issus de la lutte contre les inégalités et l'injustice économique, notamment la Poor People's Campaign, la diaspora d'Occupy Wall Street et un mouvement social-démocrate/socialiste renouvelé comme les Democratic Socialists of America ainsi que des législateurs fédéraux progressistes comme Bernie Sanders, Alexandria Ocasio-Cortez et Jesús Chuy García liés à la lutte des travailleurs.

Pendant ce temps, des détails sont révélés sur la criminalité légale des plus riches et de leurs paradis fiscaux, notamment des données indiquant que la fortune des 400 personnes les plus riches de ce pays a augmenté de 40%, au moment même où la pandémie dévastait la vie de millions de personnes. Et ce, dans un pays où, comme le souligne Sanders, les 1% les plus riches possèdent toujours plus de richesses que 92% du reste de la population, et où 45% de tous les nouveaux revenus ont été concentrés par les 1% depuis 2009.

Ce sont les travailleurs officiellement qualifiés d'essentiels qui ont sauvé ce pays et d'autres pays de la pandémie et de ses effets. Aujourd'hui, ils sont essentiels pour sauver - comme ils l'ont toujours été tout au long de l'histoire du pays - les Etats-Unis face à la crise économique et politique qui menace l'avenir de la démocratie. ■

David Brooks

Adapté par la rédaction. Paru sur www.rebellion.org



Soutenu par le syndicat de l'automobile, un mouvement de grève a débuté chez John Deere. DR

Coalition inédite en Allemagne

Le SPD, les Verts et le Parti libéral (FDP) sont entrés cette semaine dans le vif du sujet des négociations pour la formation d'un gouvernement, sous la houlette d'un chancelier, Olaf Scholz (Parti social-démocrate, SPD). Le document fait la part belle au FDP (11,5% à l'élection du Bundestag du 26 septembre).

Le projet d'augmenter la pression fiscale sur les plus riches, en bonne place dans les programmes du SPD comme des Verts, a disparu. Tout comme l'idée des sociaux-démocrates de réintroduire un impôt sur la fortune. Les trois postulants au pouvoir font grand cas, à l'inverse, de la création d'une «économie écologico-sociale de marché» dans laquelle le recours à des mécanismes marchands est privilégié pour faire face aux grands défis environnementaux et sociaux du moment.

Sur le terrain social, un engagement à augmenter le salaire minimum à 12 euros brut de l'heure (contre 9,50 euros aujourd'hui) constitue la seule mesure forte arrachée par les négociateurs du SPD.

Sur le front de la politique étrangère et européenne, le document adopté est marqué par un plaidoyer en faveur de l'Otan, et même de «l'alliance des démocraties», le concept que brandit Joe Biden pour monter au front contre les «autocraties» de Moscou et de Pékin.

Quant à la gestion post-covid, elle devra être marquée par un retour rapide, «dès 2022» avait prévenu Olaf Scholz, à l'austérité budgétaire. Avec application du «frein à la dette» inscrit dans la Constitution allemande, qui interdit tout dépassement de déficit de plus de 0,5% du PIB. Et très vite la mise en œuvre des normes drastiques du pacte de stabilité au plan européen.

Christian Lindner, le chef de la droite libérale, a toutefois peut-être voulu pousser trop loin son avantage. Il revendique le poste de futur ministre des Finances. Ce qui lui vaut une cinglante mise au point des dirigeants verts relevant que rien n'a encore été validé sur «les questions de personnel». S'agit-il d'un ultime petit couac au démarrage du marathon des négociations ou de quelque chose de plus grave? ■

Bruo Odent

Paru dans *L'Humanité*, adapté par la rédaction

Total accusé de minimiser son rôle

CLIMAT • Dès le début des années soixante-dix, le pétrolier connaissait l'impact des énergies fossiles sur l'effet de serre. Une réalité qu'il a continué à nier durant des années.

Total avait connaissance des conséquences néfastes de ses activités pour le climat dès 1971 mais a entretenu le doute à la fin des années 1980 et cherché ensuite à contrecarrer les efforts pour limiter le recours à ces énergies fossiles, selon un article scientifique paru mercredi.

Christophe Bonneuil, directeur de recherche au CNRS, Pierre-Louis Choquet, sociologue à Sciences po, et Benjamin Franta, chercheur en histoire à l'université américaine de Stanford, ont étudié les archives du groupe pétrolier, devenu TotalEnergies, ainsi que des revues internes et des interviews, selon cet article paru dans la revue *Global Environmental Change*.

Une publication dans la revue de Total, en 1971, expliquait que la combustion d'énergies fossiles conduit «à la libération de quantités énormes de gaz carbonique» et à une augmentation de la quantité de gaz carbonique dans l'atmosphère. Une «augmentation (...) assez préoccupante», notait le texte de 1971. Pour autant, le groupe a passé ce sujet sous silence, relèvent les chercheurs.

Au milieu des années 1980, le géant américain Exxon, via l'Association environnementale de l'industrie pétrolière (IPIECA), prend la tête d'une campagne internationale des groupes pétroliers pour «contester la science climatique et affaiblir les contrôles sur les énergies fossiles», poursuivent les chercheurs.

Bernard Tramier, directeur de l'environnement chez Elf puis Total de 1983 à 2003, cité dans l'article, raconte avoir été informé de l'importance du réchauffement climatique lors d'une réunion de l'IPIECA en

1984. Deux ans plus tard, il alerte le comité d'exécutif d'Elf, disant: «il est donc évident que l'industrie pétrolière devra une nouvelle fois se préparer à se défendre».

«La nouveauté est qu'on pensait que seul Exxon et les groupes américains étaient dans la duplicité. On s'aperçoit que nos champions pétroliers français ont participé à ce phénomène au moins entre 1987 et 1994», explique à l'AFP Christophe Bonneuil, parlant d'une «fabrique de l'ignorance».

Parallèlement Total et Elf ont fait «pression, avec succès, contre les politiques qui visaient à réduire les émissions de gaz à effet de serre», tout en cherchant à se doter d'une crédibilité environnementale à travers des engagements volontaires, avance l'étude de mercredi.

«Les sciences et les affaires» -

A la fin des années 1990, l'approche change. Les experts climat de l'ONU, le Giec, publient leur premier rapport en 1990. Le sommet de la Terre à Rio en 1992 débouche sur l'adoption de la Convention cadre des Nations-unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Le protocole de Kyoto est adopté en 1997.

«L'industrie pétrolière française cesse de remettre en cause publiquement les sciences climatiques, mais continue à augmenter ses investissements dans la production pétrolière et gazière», à insister sur «l'incertitude, minimisant l'urgence (climatique) et à détourner l'attention des énergies fossiles comme cause première du réchauffement» climatique mondial, poursuivent les chercheurs.

Vers le milieu des années 2000, nouvelle stratégie. Le groupe Total, qui a absorbé Elf en 1999, accueille une conférence sur le changement climatique en septembre 2006. Son PDG de l'époque, Thierry Desmaret, reconnaît la réalité du changement climatique et les conclusions du Giec.

Total «commence à promouvoir une division des rôles entre la science et les affaires, où la science décrit le changement climatique et les entreprises prétendent le résoudre», revendiquant ainsi sa légitimité à influencer sur les politiques publiques et des entreprises et mettant en avant sa «transition énergétique».

Dans une réponse transmise à l'AFP avant la publication de l'article scientifique, le groupe déclare: «La connaissance qu'avait TotalEnergies du risque climatique n'était en rien différente de la connaissance émanant de publications scientifiques de l'époque (les années 70: ndlr)».

«Les dirigeants de Total (...) reconnaissent l'existence du changement climatique et le lien avec les activités de l'industrie pétrolière» et depuis 2015, la société a pour objectif «d'être un acteur majeur de la transition énergétique», poursuit-il.

Une étude de 2017 a montré que le groupe pétrolier américain ExxonMobil savait depuis les années 80 que le changement climatique était réel et causé par des activités humaines. Mais le groupe s'est évertué pendant des années à entretenir le doute sur cette réalité, trompant ainsi ses actionnaires et les citoyens. ■

Marie-Noëlle Bertrand

Paru dans *L'Humanité*

Ollon contre les déchets radioactifs

LIVRE • L'ancien Municipal et député au Grand Conseil vaudois Michel Renaud narre ses péripéties avec verve.

C'est l'histoire d'une formidable mobilisation populaire qui connut de nombreux rebondissements. Michel Renaud les raconte avec force détails. Lui-même joua un rôle important dans ce combat, mais il a l'élégance de rappeler que ce fut toujours une lutte commune. Celle-ci dura quatorze années.

Un site convoité

Tout commence le 23 février 1982, lorsque le syndicat d'Ollon apprend du Conseil d'Etat que le canton de Vaud devra faire sa part dans le problème des déchets nucléaires. Le 22 mars, la Municipalité, où le socialiste Michel Renaud a été récemment élu, est informée que l'un des sites retenus par la CEDRA (Coopérative pour l'Entreposage des Déchets Radioactifs) est le Bois de la Glai-vaz, sur la commune d'Ollon. La CEDRA est soutenue par le Conseil fédéral, le Conseil d'Etat vaudois et les milieux économiques. Il n'est question d'abord que de sondages, puis du creusement d'une galerie, mais l'on comprend vite que ceux-ci ne sont que la première étape d'une décision d'entreposage définitif. Pour plus de mille ans!

Très rapidement se constitue alors le CADO (Comité anti-déchets d'Ollon). Il ne naît pas en terrain vierge. Tout le monde se souvient alors de la fermeture précipitée en 1969 de l'usine expérimentale de Lucens, suite à un accident majeur. Plus récemment, la CEDRA avait eu dans son objectif la colline du Montet à Bex, qui avait provoqué un large mouvement populaire d'opposition.

Solidarité entre communes

Michel Renaud insiste beaucoup sur un point: les habitants d'Ollon n'étaient pas des égoïstes qui voulaient bien des déchets nucléaires, pourvu que ceux-ci soient enfouis ailleurs... Des contacts sont aussitôt pris avec deux autres communes: celle où se trouve le Piz Pian Gran (Grisons) et celle qui comprend l'Oberbauenstock (Uri), les deux sites menacés. Leur lutte sera donc commune, au-delà des frontières cantonales et linguistiques.

Nous ne pouvons pas nous arrêter ici sur tous les détails de celle-ci: distribution d'autocollants; consultation populaire à Ollon, où le refus des déchets s'affirme par 98,1% des voix; affiches contenant des textes et dessins très violents, parfois il est vrai à la limite de la légalité; conférences-débats; diffusion du slogan «Ollon ne CED'RA pas». La presse et la TV se passionnent pour cette affaire qui soulève tout le problème du nucléaire.

Selon l'auteur, le défaitisme «est soutenu par le parti radical et le parti libéral, favorables à la CEDRA.» En revanche, la lutte de la commune d'Ollon est soutenue par les Partis socialistes vaudois et valaisan, le POP, Alternative démocratique, le Groupement pour l'environnement (GPE), la Ligue pour la protection de la nature... et la Diana, qui rassemble les chasseurs. Néanmoins le comité d'opposition se veut au-delà des clivages politiques. Certaines personnalités radicales en font partie, tel le syndicat de Gryon et conseiller national Jacques Martin.

Le comité s'appuie sur les expertises de ses propres géologues, qui démontrent que la masse d'anhydrite constituant le site visé comporte des fractures et des impuretés. Le 23 septembre 1984, les Vaudois votent: le NON l'emporte par 69,3%, mais le pourcentage d'opposants est beaucoup plus élevé dans le district d'Aigle. Néanmoins, le Conseil fédéral passe outre. Au Conseil d'Etat vaudois, il est notamment soutenu par Marcel Blanc, ce qui, il faut le dire, écorne un peu l'image plutôt sympathique qu'avait laissée de lui cet élu UDC appartenant encore à la tendance PAI non blochéenne. Les choses s'enveniment.

Déploiement policier

Face à des menaces, la Police cantonale reçoit l'ordre d'assurer le bon développement des travaux de forage. Mais on sentira un réel malaise des gendarmes engagés sur le terrain, dont beaucoup sont du côté des opposants. Le 21 décembre 1989, une centaine de gendarmes avec des chiens sont déployés! Même s'il n'y a pas de «violences policières», comme l'écrit abusivement l'auteur. Une grave erreur psychologique déconsidère les autorités cantonales. L'affaire va s'enlisier, tandis que la résistance accuse un essoufflement.

Finalement, à fin 1991, on apprend que la CEDRA renonce au site d'Ollon. Ce n'est pourtant qu'en 1996 que toutes les procédures d'expropriation en cours concernant ses projets sont radiées par l'Office fédéral de la justice. En 1997, Ollon peut faire la fête, renouvelant son slogan, qui devient «Ollon n'a pas cédé!» Telle est l'histoire d'une belle résistance populaire, qui annonce à certains égards celle des zadistes du Mormont. Cela dit, le problème des déchets nucléaires n'est toujours pas résolu! ■

Pierre Jeanneret

Michel Renaud, «OLLON NE CED(E)RA PAS». *Épopée d'une résistance à l'enfouissement de déchets radioactifs*, Sainte-Croix, Editions Mon village, 2021, 165 p.



La lutte contre l'enfouissement des déchets nucléaires a débuté en 1982 et finira en 1996.

DOCUMENTS

Yersin au Musée suisse de l'appareil photographique

EXPO • Le photographe tire en noir et blanc un portrait de nos vestiges industriels.

Le photographe Jean-Marc Yersin a longtemps travaillé au musée. Puis il est revenu à ses premières amours: la photographie. Il présente une intéressante exposition consacrée aux «vestiges industriels», c'est-à-dire à des entreprises abandonnées, rouillées ou dont il reste des gravats, mais aussi à des ouvrages d'art (viaducs autoroutiers, ponts ferroviaires, pipelines, etc.) encore en activité, qui seront des «vestiges» dans les temps futurs. Rappelons que le terme vient du latin vestigium, qui signifie «trace de pas». En effet, depuis quatre siècles, les humains ont imprimé leurs besoins sur la nature. Ces usines, édifices de béton ou raffineries témoignent, selon le photographe, de «la brutalité de nos relations avec notre environnement». L'exposition montre donc la tension conflictuelle entre le bâti et la nature.

Pour témoigner de cela, Jean-Marc Yersin a eu recours à des tirages en noir-blanc de format carré, très sobres, presque abstraits et proches du Purisme cher à Le Corbusier. C'est notamment le cas dans ses photographies de barrages en béton. On verra aussi la raffinerie Tamoil désaffectée, véritable ville de métal à l'abandon, ou encore un moulin dont il ne reste que ruines. Parfois l'humain reprend ses droits sur le bâti, notamment sous forme de graffitis sur les piliers des ouvrages autoroutiers. Les photos, esthétiquement très belles, nous invitent donc à une réflexion sur notre temps.

Pour celles et ceux qui ne le connaissent pas, c'est l'occasion de visiter la très riche collection permanente du Musée. Celle-ci comprend un grand nombre d'appareils, dont certains anciens et très rares, des photographies, affiches, ou encore des éléments de décor de salon bourgeois pour portraits au 19^e siècle. Ceux-ci nécessitaient un long temps de pose, et donc des appuie-tête pour éviter tout mouvement!

Les trois étages du musée permettent de suivre les débuts et le développement de la photographie, à l'aide de textes explicatifs courts et clairs. Rappelons brièvement quelques étapes importantes. Nicéphore Niepce invente la photographie au début du 19^e siècle. En 1839, Daguerre découvre le procédé du... daguerréotype. Les appareils sont au début lourds et encombrants. Ils vont évoluer vers de plus en plus de légèreté et de maniabilité. Vers 1860 naît la photographie judiciaire, qui permet de diffuser les portraits de criminels recherchés. Quant à la photographie microscopique, elle concourra au développement des sciences. Les frères Lumière sont surtout connus pour leur invention du cinématographe, mais ils ont aussi participé aux progrès de la prise de vue photographique. Nouvelle révolution, en 1888, avec le Kodak, simple à utiliser. Son slogan est «You press the button, we do the rest». L'exposition permet aussi de voir des micro-appareils pour espions, camouflés dans des paquets de cigarettes ou des



Témoigner de la «brutalité de nos relations avec la nature». PH

montres (comme dans une image célèbre d'un Tintin). Quant au Leica, très maniable, il sera très utile aux photojournalistes de guerre. Puis, dès les années 1950, triomphent sur le marché les appareils japonais. Signalons aussi le prodigieux succès de l'Instamatic, créé en 1963. Mais c'est bientôt le début de l'ère du numérique, aujourd'hui accessible à tous, et la fin de la grande épopée de la photographie argentique, sinon chez quelques professionnels. L'exposition permanente permet donc de parcourir tout ce chemin. ■

Pierre Jeanneret

«Jean-Marc Yersin. Vestiges», Musée suisse de l'appareil photographique, Grande Place 99, Vevey, mardi-dimanche 11h-17h30, jusqu'au 2 janvier 2022.

Pour explorer la pensée d'Antonio Gramsci

Les éditions Gallimard publient une nouvelle édition des *Cahiers de prison* du philosophe et fondateur du Parti communiste d'Italie, Antonio Gramsci. Pour cette anthologie, Jean-Yves Frégné, spécialiste de l'histoire des idées politiques, a procédé à un choix d'extraits qui ont l'avantage d'être présentés pour assurer une meilleure compréhension du contexte. Car l'exploration des *Quaderni del carcere* peut s'avérer ardue si elle n'est pas accompagnée. En effet, les cahiers sont une compilation de notes de lecture d'Antonio Gramsci incarcéré dans les geôles fascistes. Outre les réflexions de Gramsci sur la culture, le sud de l'Italie et le fascisme, on lira avec intérêt l'introduction à l'ouvrage. On y trouve une biographie succincte qui dévoile l'évolution de la pensée gramscienne, ainsi qu'une partie sur la réception, en France, de l'œuvre du philosophe avec notamment le rôle joué par les philosophes Louis Althusser et André Tosel. ■

Gaël De Santis

Paru dans *L'Humanité*

Antonio Gramsci, *Cahiers de prison. Anthologie*, Gallimard, Coll. «Folio essais», 801 pages

Théâtre en récits de corps

THÉÂTRE • Comment les corps s'articulent-ils aux pensées et aux mots? De quelles manières traduire émotions et non-dits à l'ère des séries tv et réseaux sociaux? Deux pièces à l'affiche en Suisse romande y répondent de manière contrastée.

Signé de la dramaturge et metteuse en scène originaire d'Orléans, Marion Siéfert, *_jeanne_dark_* est d'abord le pseudo Instagram que s'est choisi Jeanne, adolescente de 16 ans issue d'une famille catholique. Vivant quasi recluse au cœur malade d'une banlieue pavillonnaire orléanaise, elle subit un *bashing* ou harcèlement sexué en règle de ses camarades de lycée sur sa virginité et en substance «sa chatte tombeau».

Rythmes

Sanctuarisée dans sa chambre parloir blanche linéaire, elle fait le récit de soi. Il est anatomique, psychique, dansé, new burlesque. Et diffusé en live sur Instagram par cette actrice et cinéaste de son propre film. Comme dans toute l'œuvre de Beckett, la parole est ici aussi cruciale, vitale que tragique. Au «Je suis obligé de parler. Je ne me tairais jamais. Jamais» de *L'Innommable* signé de l'écrivain irlandais, répond la logorrhée de Jeanne. Son soliloque est aussi rythmé que du slam. «Du rap et de la poésie, je retiens cette recherche de l'image singulière, comment les mots viennent soudain préciser une impression, une réalité, en la caractérisant par une image inédite», confie Marion Siéfert en entrevue.

Ensuite, la comédienne Helena de Laurens se métamorphose en incantatrice sorcière à la manière de l'artiste d'avant-garde américaine Diamanda Galás, après être passée par la danse filmée avec son smartphone. La séquence chorégraphiée est inspirée du court-métrage signé Anne-Marie Miéville, *Le Livre de Marie*. Ou l'histoire de Marie s'enfermant dans son mystère de petite fille, dans son livre ou sa musique, pour refuser d'être marquée par ce qu'elle traverse. L'imaginaire est ainsi le seul moyen d'échapper à la tragédie en la mettant en scène. Un constat que reconduit la pièce.

Immergée dans cet espace immaculé et subtilement drapé, Jeanne se saisit de son smartphone monté sur perche comme d'un miroir. Ou plutôt une extension d'elle-même. Pour alterner mise en avant de soi et tentative de disparaître autant par les mots que sous eux. D'où la scénographie de suaire imaginée par Nadia Lauro, artiste visuelle pour laquelle l'espace scénique s'identifie à «une paire de lunettes qui donne une nouvelle orientation au regard».

Comme dans un retable sacré, l'immense volet central grand angulaire est bordé de deux tableaux vidéo retransmettant en live le visage déformé et grotesque de la performeuse dans ses



Jeanne se livre sous toutes les coutures et met en lumière le cyberharcèlement et les diktats des réseaux sociaux sur ce que devrait être le corps idéal.

Matthieu Bareyre

confessions sur son milieu familial catholique. Elle aborde les agressions sonores des cris de sa mère exerçant sur elle un contrôle parental totalitaire. Il s'avère digne des «autoritarismes numériques» dénoncés par la journaliste philippine Maria Ressa, récent Prix Nobel de la Paix et cible du pouvoir, notamment sur les réseaux sociaux, dans un pays où les assassinats de journalistes sont monnaie courante.

Cap au pire?

Au cœur de *La Poésie de l'échec*, il y a le souvenir de cette phrase du dramaturge Samuel Beckett que le tennisman suisse Stanislas Wawrinka a fait tatouer en anglais en 2013 sur son bras de service comme message d'espoir, de persévérance et de résilience: «Déjà essayé. Déjà échoué. Peu importe. Essaie encore. Echoue encore. Mais échoue un peu moins.» (*Cap au pire*).

La non-réussite ouvre des perspectives poétiques, psychiques et physiques insoupçonnées au

fil de cette pièce écrite au plateau et montée à quatre mains par Marjolaine Minot et Günther Baldauf. Les corps des interprètes se métamorphosent en pâte toonesque. Ils alternent fixités dans l'image, mouvements en avance rapide et retour en arrière. L'ensemble se plie et se déplie sur fond de bulles d'inconscient et de paysages sonores rehaussés live par un beatboxer. Celui-ci use d'une technique vocale impliquant l'appareil vocal pour imiter des instruments de musique, des bruitsages ou des sons électroniques.

Variations de présences

On retrouve dans le jeu des interprètes le souvenir du burlesque muet mélancolique cher à Buster Keaton. Ce passage fluide d'une posture à une autre, l'une glissant littéralement dans l'autre, changeant la qualité de la présence et de l'apparition. Le visible du malaise remonte dans ses bulles de ritournelle gestuelle témoignant de ce qu'on ne peut habituellement dire tout haut, alors que l'on a envie de crier son mal-être. Un

soir, bien que tout semble comme d'habitude, chaque protagoniste – mère tendue et intranquille, fille acceptant tout et empêchée, fils obligé à une destinée d'avocat abhorrée – a quelque chose d'important à dire, demander ou avouer. La vérité de l'un.e bousculera la vérité de l'autre et tout va remonter à la surface.

Le beatboxer anime ainsi un jeu voulu révélateur, *Questions pour un raté*. Avec humour et sagacité, l'animateur pose tout le cadre des névroses familiales comme le psy épisodiquement explicite offrant des révélations minute dans la série culte d'Arte, *En thérapie*. Mais nommer les malaises, les comportements dysfonctionnels, les blocages suffit-il à les dépasser? On peut en douter tant ce processus est souvent l'affaire d'une vie entière. ■

Christophe Pequiot

_jeanne_dark_. Théâtre de Vidy. Du 26 au 30 octobre. *La Poésie de l'échec*. Théâtre Alchimic. Jusqu'au 24 octobre.

«Histoire globale des socialismes»

LIVRE • Les Presses universitaires de France publient une somme consacrée aux divers socialismes depuis leurs origines et leurs nouveaux défis dans le monde actuel.

Levons d'abord tout malentendu éventuel quant au titre de cette somme collective de plus d'un millier de pages: il n'y est bien sûr pas uniquement question du seul socialisme «social-démocrate», mais «des» socialismes, dans l'acceptation la plus large, à savoir ces idéologies et pratiques politiques qui, peu ou prou, des prémices du mouvement ouvrier à nos jours, placent la question sociale en leur cœur.

On y retrouve donc aussi bien l'anarchisme, le communisme, que les courants réformistes, 1917 comme 1936, Marx et Engels au même titre que Proudhon ou, dans un tout autre registre, Willy Brandt, très modéré chancelier d'Allemagne de l'Ouest de 1969 à 1974. Divisé en trois parties (les «mots du socialisme», ses «moments» et ses «figures»), le livre n'est pas un manifeste.

Pour preuve, certaines des personnalités ou dates retenues ne concernent les «socialismes» qu'en négatif. Jacques Delors, par exemple, n'incarnerait pas franchement une gauche soucieuse du sort des travailleurs. Mais son parcours permet d'analyser au plus près une dynamique de renoncement qui pèse encore de tout son poids aujourd'hui, en particulier au travers des institutions

européennes dont l'homme fut un emblématique représentant.

De même, 1989, avec la chute du mur de Berlin, ou 1979, année de l'arrivée de la Dame de fer, Thatcher, à la tête de la Grande-Bretagne, inaugurent des périodes de reflux de l'idéal égalitaire. Ainsi, cette Histoire globale vise d'abord à expliquer, de la manière la plus didactique qui soit, les tendances à l'œuvre au sein des gauches, en France comme à l'international.

Pour autant, sous l'éclectisme apparent, quelques messages structurants affleurent. Rien d'anodin à ce que les notions de République, de laïcité ou de philosophie des Lumières aient leur entrée dans ce volume. Souvent dénigrées, caricaturées ou dévoyées, dans un débat public de plus en plus polarisé autour de revendications identitaires, les voilà rétablies dans toute leur puissance émancipatrice.

Par ailleurs, l'effort pour remettre en selle ce qu'on appelle communément une «analyse de classe» ne relève pas du parti pris, mais bien de la volonté de contribuer, concrètement, à l'efficacité des luttes contemporaines, que celles-ci touchent aux enjeux du travail, de l'environnement ou des libertés.

Le souci de se positionner face au «populisme de gauche» et son fameux clivage «caste»/«peuple» transparait dès l'introduction, les trois coordinateurs, Jean-Numa Ducange, Razmig Keucheyan et Stéphanie Roza, y pointant ensemble les limites stratégiques de cette démarche concurrente.

Euvrer à ce que les idées socialistes retrouvent une traduction politique se révèle, au fond, la préoccupation la mieux partagée par les auteurs et autrices de l'ouvrage. «Tous ces socialismes, de la social-démocratie à l'extrême gauche, témoignent d'une grande richesse intellectuelle, mais celle-ci a vocation à nourrir l'espace politique», insiste Jean-Numa Ducange, contacté par nos soins. L'historien explique en outre avoir voulu, avec ses deux collègues, rassembler le meilleur de la recherche sur le socialisme et le marxisme, dans la foulée des initiatives autour du bicentenaire de la naissance de Marx, en 2018. Pari tenu, avec pas moins de 80 contributeurs d'horizons divers. ■

Laurent Etre

Paru dans *L'Humanité*

Histoire globale des socialismes. XIX-XX^e siècle, Sous la direction de Jean-Numa Ducange, Razmig Keucheyan et Stéphanie Roza, PUF, 1044 pages.

Ces héros civiques du quotidien

Les catastrophes naturelles ou les crises sociales les placent au-devant de l'actualité. Mais c'est souvent au quotidien que ces femmes et ces hommes s'engagent pour les autres, sans compter leur temps. Bénévoles, militants, leurs actions atténuent la violence d'une société dérégulée et favorisent, dans certains cas, des prises de conscience collectives. C'est à une mise en perspective historique des significations et ressorts de cet altruisme que se consacre ici Olivier Christin. Repartant des héros civiques de l'Antiquité, les Scævola, Brutus et autres Decii, il montre comment la vertu du dévouement s'est «démocratisée» lors de la Révolution française, chacun étant désormais convié à contribuer au bonheur de tous, quelle que soit sa condition sociale. Jadis pilier de l'idéologie aristocratique, la figure de l'altruiste devient populaire à mesure que s'élabore le corpus républicain moderne. La «cause des autres» ne date pas d'hier et n'a pas dit, fort heureusement, son dernier mot. ■

LEe

Paru dans *L'Humanité*

Olivier Christin, *La Cause des autres. Une histoire du dévouement politique*, PUF, 316 pages,